

**AUTORISATION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC –  
COMMERCE – PORT DE SAINT-LEU**

**TERRITOIRE DE LA COTE OUEST**

**REGIE PORTS DE PLAISANCE OUEST**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :***

***LE 19 DECEMBRE 2024 A 12H00 (HEURE LOCALE ILE DE LA  
REUNION)***

# SOMMAIRE

<b>Article 1 Objet de la consultation</b>	<b>3</b>
Article 1.1 Généralités	3
Article 1.2 Périmètre de la future AOT	3
Article 1.3 Durée de la future AOT	3
Article 1.4 Activité autorisée	3
<b>Article 2 Conditions de la consultation</b>	<b>4</b>
Article 2.1 Mode de consultation	4
Article 2.2 Délai de validité des offres	4
Article 2.3 Candidature sur plusieurs lots	4
Article 2.4 Candidature seule ou en groupement	4
Article 2.5 Modifications de détail ou informations techniques complémentaires apportées au dossier de consultation	5
<b>Article 3 Contenu du dossier de consultation</b>	<b>5</b>
Article 3.1 Dossier de consultation	5
Article 3.2 Informations sur le service	5
<b>Article 4 Candidatures</b>	<b>5</b>
Article 4.1 Renseignements et pièces justificatives à produire	6
Article 4.2 Sélection des candidatures	6
<b>Article 5 Offres</b>	<b>6</b>
Article 5.1 Aspects généraux	6
Article 5.2 Cas particuliers – Variantes	7
Article 5.3 Critères de jugement des offres	7
<b>Article 6 Déroulement de la procédure</b>	<b>7</b>
<b>Article 7 Conditions de dépôt des candidatures et des offres</b>	<b>8</b>
Article 7.1 Présentation des candidatures et des offres	8
Article 7.2 Modalités de dépôt des candidatures et des offres	8
<b>Article 8 Renseignements complémentaires</b>	<b>9</b>
<b>Article 9 Visite de site</b>	<b>9</b>
<b>Article 10 Indemnités</b>	<b>9</b>

## **ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION**

### **Article 1.1 Généralités**

Construit en 1965, le port de plaisance de Saint-Leu, situé sur la commune du même nom, est le plus principalement destiné aux navires de petite taille et à la pratique d'activités nautiques.

Premier port à passer sous la juridiction du TCO en 2016, les activités économiques sur le Port se caractérise principalement par la présence de marchands forains les soirs de week-end et l'exploitation de la rondavelle via une activité bar/restaurant.

La Territoire de la Côte Ouest exploite le Port de plaisance via sa Régie des Ports de Plaisance et est le gestionnaire du domaine public du port. A ce titre il est responsable des autorisations d'occupation temporaires du domaine public (AOT) dont bénéficient les acteurs locaux de l'économie touristique et de loisirs dans les bâtiments à proximité du Port.

La présente consultation a pour contexte local la fin proche (31 décembre 2024) des autorisations d'occupation temporaires du domaine public (AOT) dont bénéficient les acteurs locaux de l'économie touristique et de loisirs dans les bâtiments à proximité du Port. En application de la réglementation relative à l'occupation du domaine public, et notamment l'article L. 2122-1-1 du Code général de la Propriétés des Personnes Publiques (CGPPP), l'autorité gestionnaire du domaine doit procéder à la mise en concurrence des autorisations d'occupation domaniales lorsqu'elles permettent à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique.

La régie des ports de plaisance du Territoire de l'Ouest a donc lancé via le présent Dossier de Consultation des Entreprises un appel d'offres en vue de désigner l'attributaire de l'AOT d'un bâtiment a vocation commercial situé sur le port de plaisance de Saint-Leu.

### **Article 1.2 Périmètre de la future AOT**

Sont concernés par le présent appel d'offre l'exploitation du bâtiment en entrée de port de Saint-Leu.

Les conditions d'exploitation de ces espaces, les plans des sites et leurs périmètres sont précisés dans les pièces du Dossier de Consultation.

### **Article 1.3 Durée de la future AOT**

La durée de la future AOT est de sept (7) ans. Le contrat pourra être renouvelé jusqu'à deux fois par reconduction tacite ou expresse à la discrétion du gestionnaire du domaine publique pour une durée de 1 an ce qui porte au maximum la durée du contrat à neuf (9) ans. Cette durée s'entend avec une prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025, sauf cas particuliers, ou à la date de notification si celle-ci est postérieure.

La prise d'effet du contrat pourra donner lieu à une période transitoire telle que définie au projet d'AOT.

En application des dispositions du CGPPP, la durée des AOT est fixée de manière à ne pas restreindre ou limiter la libre concurrence au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer l'amortissement des investissements projetés et une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis.

### **Article 1.4 Activité autorisée**

Les activités autorisées de la part de futurs titulaires, ainsi que les conditions d'occupation, sont décrites en Annexe 1 de l'AOT.

## **ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **Article 2.1 Mode de consultation**

La procédure mise en place a été définie pour garantir l'égalité de traitement des candidats. Conformément à l'article L. 2122-1-1 du CGPPP, elle a été déterminée par la Collectivité :

- Publication d'un avis de publicité ;
- Mise à disposition du présent Dossier de Consultation des Entreprises à tous sur Internet ;
- Réponse des candidats à la procédure dans les délais indiqués au Règlement de la consultation (page de garde) ;
- Analyse des offres par la Collectivité ;
- Phase de négociation éventuelle ;
- Mise au point définitive des contrats avec les attributaires pressentis ;
- Attribution des AOT par la Collectivité.

### **Article 2.2 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres, c'est-à-dire le délai pendant lequel le candidat est tenu de maintenir sa proposition avant attribution, est fixé à six mois à compter de la date de remise des offres.

### **Article 2.3 Candidature sur plusieurs lots**

Sans objet, la procédure n'est pas allotie.

### **Article 2.4 Candidature seule ou en groupement**

Le candidat peut candidater comme entreprise seul ou en groupement d'entreprise :

- La candidature seul est le mode de réponse classique, à privilégier lorsque le candidat est en capacité d'exploiter tout seul l'AOT avec ses propres moyens ;
- Le groupement d'entreprise est la situation où plusieurs entreprises ou personnes se regroupent pour répondre, car ils n'ont pas la capacité d'exploiter seuls l'AOT. Le groupement sera nécessairement un groupement solidaire au moment de l'attribution, au sens du Code de la commande publique.

Il est interdit aux candidats de se présenter en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, une mise au point sera réalisée préalablement à l'attribution pour déterminer les modalités de paiement des redevances dues au titre de l'AOT.

En tout état de cause, la participation à un groupement sera considérée comme une candidature au sens de l'Article 2.3.

## **Article 2.5 Modifications de détail ou informations techniques complémentaires apportées au dossier de consultation**

La Collectivité se réserve le droit d'apporter des modifications de détail ou des informations complémentaires au dossier de consultation au plus tard huit jours francs avant la date-limite de remise des candidatures et des offres, sans que les candidats ne puissent à cet égard émettre de réclamation.

Les candidats, dûment avertis par la plateforme de dématérialisation mentionnée à l'Article 7, devront répondre sur la base du dossier ainsi modifié ou complété.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des candidatures et des offres était repoussée, les stipulations précédentes seraient applicables en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

### **Article 3.1 Dossier de consultation**

Le présent dossier de consultation comprend :

- le présent règlement de la consultation ;
- Le projet d'AOT et ces annexes ;
- une note d'orientation et d'aide à la constitution des pièces du dossier pour les candidats ;
- Les cadres Excel de réponse (un cadre Excel Candidature et un cadre Excel Offre) ;

Il appartiendra aux candidats de vérifier qu'ils ont bien pris connaissance de l'ensemble des documents. Les documents sont tous disponibles sur l'adresse Internet de la consultation précisée en Article 7.2.

### **Article 3.2 Informations sur le service**

Afin d'aider les candidats à établir leurs offres, la Collectivité met à leur disposition les éléments suivants :

- L'identification sur plan ;
- Les informations sur le personnel et sur les biens (Tableau Information personnel et biens meubles).

Il appartiendra aux candidats de vérifier qu'ils ont bien pris connaissance de l'ensemble des documents. Les documents sont tous disponibles sur l'adresse Internet de la consultation précisée en Article 7.2.

Si tel n'était pas le cas, il leur reviendrait de prendre contact avec les services de la Collectivité : [tco@espelia.fr](mailto:tco@espelia.fr).

## **ARTICLE 4 CANDIDATURES**

## Article 4.1 Renseignements et pièces justificatives à produire

Les dossiers de candidature seront entièrement rédigés en langue française. Les éléments chiffrés seront libellés en euros.

Le dossier de candidature doit permettre à la Collectivité d'apprécier les capacités techniques et professionnelles ; ainsi que les capacités et garanties financières du candidat.

S'il y a constitution d'entreprises en groupement dans les conditions décrites à l'Article 2.4, celui-ci devra être solidaire ou conjoint, avec désignation d'un mandataire solidaire. Ses capacités et garanties seront appréciées globalement.

Les pièces de la candidature énumérées ci-dessous devront être identifiées sur le nom du fichier électronique avec la lettre C suivie de leur numéro d'identification (1, 2, 3, etc.). Ainsi, la pièce 1 sera nommée « C1 » ou « C1 – Lettre de candidature ».

Ce dossier comprendra les pièces suivantes :

- **Pièce C1** : lettre de candidature datée et signée permettant d'identifier le candidat (dénomination, adresse, forme juridique, adresse mail de contact). En cas de groupement, il convient d'indiquer la composition, la forme et le nom du mandataire et de faire signer par l'ensemble des membres la pièce. Un modèle est fourni dans le fichier « Note d'Orientation » ;
- **Pièce C2** : attestation sur l'honneur prouvant que le candidat ou les membres du groupement ne sont pas frappés d'une exclusion des procédures de passation des contrats de la commande publique. Un modèle est fourni dans le fichier « Note d'Orientation » ;
- **Pièce C3** : justificatif de moins de 3 mois à date de remise des candidatures de l'inscription du candidat au RCS (extrait KBis ou équivalent) ; ou autre registre professionnel ; ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.  
  
Pour les sociétés en cours de constitution ou d'ayant pas de Kbis : statuts, projet de statuts et identité des actionnaires ;
- **Pièce C4** : bilans et comptes de résultats des trois derniers exercices ;
- **Pièce C5** : Le fichier Excel « candidature » Complété

## Article 4.2 Sélection des candidatures

Les candidats seront sélectionnés au regard des capacités techniques et professionnelles ; ainsi que les capacités et garanties financières du candidat.

## ARTICLE 5 OFFRES

### Article 5.1 Aspects généraux

Les offres seront entièrement rédigées en langue française. Elles seront libellées en euros. Il est rappelé aux candidats que la remise de l'ensemble des pièces est obligatoire dans le respect du format exigé afin de permettre la comparaison des offres entre elles.

Pour mémoire, une page est entendue, selon sa définition usuelle, comme un côté d'une feuille.

Les pièces de l'offre, ci-après énumérées, devront être identifiées sur le nom du fichier électronique avec la lettre O suivie de leur numéro d'identification (1, 2, 3-A, 3-B, etc.). Ainsi, la pièce 1 sera nommée « O1 » ou « O1 – Lettre de motivation ».

Ce dossier comprendra les pièces suivantes :

- **Pièce O1** : Le fichier Excel « Formulaire d'offre » complété. La note d'orientation indique comment remplir le fichier ;
- **Pièce O2** : illustrations du projet, avec le cas échéant des illustrations, visuels, présentation de tarifs appliqués, etc. (**5 pages maximum – respect impératif du nombre de pages maximum**).

Les candidats doivent impérativement déposer une offre qui s'inscrit et respecte l'affectation indiqué au sein de l'AOT.

## **Article 5.2 Cas particuliers – Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **Article 5.3 Critères de jugement des offres**

Les critères, **par ordre hiérarchique décroissant**, qui présideront au jugement de chaque offre sont :

1. Qualité du projet de valorisation du domaine public, en lien avec l'orientation du domaine
2. Pertinence du projet dans son environnement local
3. Responsabilité sociale et environnementale
4. Montant de la redevance proposé
5. Cohérence du plan d'affaires proposé
6. Politique d'entretien maintenance du domaine mis à disposition

Le critère 4 « Montant de la redevance proposé », sera jugé sur la base de l'onglet 4 du fichier O1 complété par les candidats, en mettant la meilleure appréciation aux candidats proposant la part fixe et la part variable la plus élevée.

Chaque critère sera jugé sur la base des informations remplies par les candidats dans le formulaire d'offre O1, ainsi que des illustrations et compléments fournis en pièce O2. Les candidats sont invités à se reporter au fichier 'Note d'orientation' pour les modalités de remplissage des formulaires.

Le contrat sera attribué au candidat ayant présenté l'offre la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus, avec leur hiérarchisation.

## **ARTICLE 6 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE**

La Collectivité procédera à l'examen des candidatures et, le cas échéant, à leur régularisation. Seuls les candidats ayant une candidature acceptable au regard des critères énoncés à l'Article 4.2 seront retenus et verront leur offre analysée.

Dans un second temps, la Collectivité procédera à l'analyse des offres. Après analyse et comparaison des offres, elle attribuera l'AOT.

La Collectivité se réserve le droit d'engager la négociation avec le ou les candidats les mieux classés au regard des critères de jugement des offres, ou d'attribuer directement le contrat à l'offre la mieux classée au regard des critères de jugement des offres si celle-ci est satisfaisante en tout point. Si la Collectivité choisit la négociation, au terme de la phase de négociation, elle retiendra le candidat présentant la meilleure offre sur la base des critères de jugement précisés à l'Article 5.3.

Les candidats seront informés par courrier du résultat de la consultation. Ce courrier précise le classement du candidat, et s'il n'est pas attributaire et le nom du candidat attributaire de l'AOT ainsi que les raisons du choix de l'offre retenue.

## **ARTICLE 7 CONDITIONS DE DÉPÔT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **Article 7.1 Présentation des candidatures et des offres**

Les plis déposés sur la plateforme Internet doivent être présentés sous la forme de deux sous-dossiers :

- Un sous-dossier « Candidature » comprenant l'ensemble des pièces énumérées à l'Article 4.1 ;
- Un sous-dossier « Offre » comprenant l'ensemble des pièces énumérées à l'Article 5.1.

Les formats des fichiers remis que le Concédant autorise sont les suivants :

- EXCEL (.xls ou .xlsx) en format compatible PC ;
- Adobe Acrobat (.pdf) en format compatible PC.

Les fichiers financiers doivent impérativement être remis en format EXCEL.

### **Article 7.2 Modalités de dépôt des candidatures et des offres**

Les candidatures et les offres doivent être déposées uniquement par voie dématérialisée, impérativement avant la date de remise figurant en première page du présent Règlement de la consultation. **Aucun envoi papier, ni envoi par mail ne sera accepté.** L'adresse de la plateforme pour déposer les dossiers de candidatures et d'offres et la suivante :

<https://www.tco.re/plaisance/>

Le fuseau horaire de référence sera celui de Saint-Denis (La Réunion).

L'attention du candidat est attirée sur le fait que tout document électronique envoyé par lui dans lequel un virus informatique est détecté fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu.

**Toute offre transmise hors délai ou par mail ou par tout autre procédé que celui prévu ci-dessus sera considérée comme irrégulière.**

Le candidat doit faire deux sous-dossiers « candidature » et « offre », joint dans un seul mail. Les fichiers peuvent être compressés.

## ARTICLE 8 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires ou poser des questions devront formuler leurs demandes, au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, en langue française, à l'adresse mail suivante : [tco@espelia.fr](mailto:tco@espelia.fr) .

En aucun cas un avis sur la qualité des offres ne pourra être donné par le TCO pendant la phase de préparation des offres.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes formulées par téléphone, courrier, ou hors délais.

Les réponses de la Collectivité aux questions formulées en temps utile seront publiées, après avoir été rendues anonymes, sur le site de la collectivité à la page de téléchargement du dossier de consultation **six jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres.

## ARTICLE 9 VISITE DE SITE

Les candidats sont invités à réaliser une visite du site, les visites auront lieu **le 5 décembre 2024 à 10h**.

Les candidats devront impérativement s'inscrire en ligne avant le 2 décembre 2024 à 12h00 pour effectuer une visite. L'inscription se fera uniquement sur le site de retrait des dossiers précisé en Article 7.2. Aucune inscription par mail ne sera prise en compte. La visite de site n'est pas obligatoire pour remettre une offre.

La date est impérative, aucune autre date ne sera proposée.

## ARTICLE 10 INDEMNITÉS

Aucune indemnité et aucun remboursement ne sera alloué aux candidats au titre des dépenses de déplacement, des frais d'étude et d'élaboration des offres ou à quelque titre que ce soit, quelle que soit la suite donnée à leur proposition ou à la procédure.